

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 CARCASSONNE

CARCASSONNE, le 03/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **Entreprise POSOCCO**

le Chapitre - Plaine de Villalbe Basse  
11000 Carcassonne

Référence : UID11/66-C3-2023-075  
Code AIOT : 0006600043

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/11/2022 dans l'établissement Entreprise POSOCCO implanté Le Chapitre 11000 Carcassonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Entreprise POSOCCO
- Le Chapitre 11000 Carcassonne
- Code AIOT : 0006600043
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société POSOCCO était autorisée à exploiter une carrière de sables et de graviers à ciel ouvert sur le territoire de la commune de Carcassonne jusqu'en 2019. Aujourd'hui, seul le remblayage de la carrière avec des matériaux inertes extérieurs aux fins de remise en état du site est autorisé, jusqu'en novembre 2025.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- plan de gestion des déchets des industries extractives
- registre chronologique, relatif aux terres excavées non dangereuses
- suivi des suites de la précédente inspection
- -stockage des déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Remblayage de carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Amenagements préalables	Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 5	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Liste des installations concernées	Code de l'environnement du 09/12/2020, article L.512-7	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
13	Entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 17/11/2000, article 1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
14	Localisation des stockages de déchets	Arrêté Préfectoral du 17/11/2000, article 1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43-1	/	Sans objet
2	Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	/	Sans objet
5	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
6	Autres réglementations	Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 1.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Aire de réception des déchets	Arrêté Préfectoral du 17/11/2000, article 1	/	Sans objet
11	Admission et tri des déchets	Arrêté Préfectoral du 17/11/2000, article 1	/	Sans objet
12	Aménagement du site	Arrêté Préfectoral du 17/11/2000, article 1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a fait apparaître plusieurs constats nécessitant de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions des différents arrêtés régissant ses installations.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Traçabilité des terres excavées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué ne pas avoir de registre chronologique. Il est rappelé que l'arrêté ministériel mentionne une date d'entrée en vigueur au 1er janvier 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité des terres excavées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'installation : - la date de réception ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ; - les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ; - lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ; - la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m<sup>3</sup> ; c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ; - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ; - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ; - la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ; d) Concernant l'opération de traitement : - le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ; - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué ne pas avoir de registre chronologique. Aucune information n'est consignée par l'exploitant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.</p> [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant ne réalise pas de suivi des quantités de matériaux stockés. Il n'a pas de registre. L'exploitant ne dispose pas d'un plan identifiant les zones de stockage temporaires et définitives des boues.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 4 : Remblayage de carrière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets utilisables
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Remblayage de carrière : [...] <p>II. - Les déchets utilisables pour le remblayage sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ;</li> <li>- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.</li> </ul> [...] <p>L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</p> [...]
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté des déchets bitumineux. L'exploitant n'a pas pu justifier que les déchets ne contiennent pas de goudron. Aucun test n'a été réalisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 5 : Plan de gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Autre, Cohérence PGD / terrain
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; [...]
<b>Constats :</b> Le plan de gestion des déchets n'est pas à jour, il n'y a pas de mention des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Autres réglementations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 1.6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Prélèvement d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations seront implantées, réalisées et exploitées conformément aux plans et autres documents présentés dans le dossier de demande d'autorisation sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté. Par application de l'article 20 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, toute «modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande en autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté la présence d'une installation de prélèvement d'eau dans le fleuve Aude (2 pompes de 20kW chacune). L'exploitant a indiqué qu'il utilisait ces pompes afin de laver les matériaux sur la station de traitement. L'exploitant n'a pas fourni d'autorisation de prélèvement au titre de la loi sur l'eau, ni n'a porté à la connaissance de l'inspection des installations classées et du préfet la mise en place de cette installation. Par ailleurs, il est rappelé à l'exploitant que la centrale à béton en fonctionnement sur le site, à l'intérieur du périmètre ICPE de la carrière relève bien de l'autorisation de l'établissement via l'arrêté préfectoral n° 2016-015 du 15/12/2016.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Aménagements préalables**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Implantation des bornes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu, avant le début d'exploitation, de procéder aux aménagements suivants : — Mise en place, sur chacune des voies d'accès au chantier, de panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site pourra être consulté, — implantation des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer les périmètres de l'autorisation et ceux des différentes phases quinquennales d'exploitation, ainsi qu'un repère fixe et invariable rattaché au niveau NGF. Un plan de bornage sera établi différenciant les phases quinquennales de l'exploitation et la totalité du site exploitable. Le pétitionnaire restera responsable de la conservation de ces bornes qui doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. — Repérage du passage de la canalisation de transport de gaz naturel en liaison avec la Sté des Gaz du Sud-Ouest. [...]
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il n'a pas été possible de retrouver de bornes indiquant la limite du périmètre de l'autorisation. Il n'y a pas de repère fixe et invariable. Cette absence de bornage avait déjà été constaté lors de la précédente inspection, le 9 décembre 2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Sécurité du public**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, limites
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] 3. Les bords des excavations seront établis et tenus à distance horizontale de 10 mètres au moins des limites du périmètre sur lequel porte la présente autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette distance sera de : — 20 m par rapport au gazoduc et pourra être revue selon les recommandations de l'instance responsable de cet ouvrage, — 35 m au moins vis-à-vis des limites du lit mineur de l'AUDE
<b>Constats :</b> Le plan fourni lors de l'inspection n'était pas à jour et la représentation de la limite des 35 m n'était pas faite sur place. Ces observations avaient déjà été constatées lors de la précédente inspection du 9 décembre 2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : Liste des installations concernées**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 09/12/2020, article L512-7
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Seuil des rubriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. – Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées. Les activités pouvant, à ce titre, relever du régime d'enregistrement concernent les secteurs ou technologies dont les enjeux environnementaux et les risques sont bien connus, lorsque les installations ne sont soumises ni à la directive 2010/75/ UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles au titre de son annexe I, ni à une obligation d'évaluation environnementale systématique au titre de l'annexe I de la directive 85/337/ CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté une puissance électrique installée d'au moins 250 kW (pompes, cribles, concasseur, convoyeurs, etc). L'exploitant est soumis actuellement à déclaration pour la rubrique 2515-1 mais la puissance actuelle fait passer l'installation au régime de l'enregistrement. Il a été constaté une surface de stockage de produits minéraux solides supérieure à 10 000 m <sup>2</sup> faisant passer l'activité classée sous la rubrique 2517 au seuil d'enregistrement. Une Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets de plastiques et bois (rubrique 2714) a été constaté dans le périmètre autorisé avec un volume susceptible d'être présent supérieur à 1000m <sup>3</sup> (régime de l'enregistrement). L'établissement ne dispose pas des autorisations d'exploiter ces 3 activités, pour le régime de l'Enregistrement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 : Aire de réception des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2000, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, délimitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] 9.2 : Aire de réception des déchets Le site dispose d'une aire de réception et de tri des déchets extérieurs qui est délimitée par une clôture ou un merlon infranchissable par les véhicules apportant les déchets et est munie d'une barrière d'accès qui doit être maintenue fermée en dehors des heures d'ouverture. L'aire de réception doit disposer : -d 'une aire étanche bétonnée pour le déchargement des camions de déchets, -d'un local destiné à l'agent chargé du contrôle de la qualité des déchets, - de bennes amovibles pour accueillir les déchets issus des opérations de tri et impropres: à être accueillis sur le site avec un minimum de 5 bennes réservées ou bois, aux métaux, aux DIS et DIB, aux papiers et cartons, aux matières plastiques.
<b>Constats :</b> L'aire de réception et de tri n'est pas délimitée par une clôture ou un merlon infranchissable. Il n'y a pas de barrière d'accès et d'aire étanche bétonnée pour le déchargement. De déchets sont vidés à proximité de la zone de remblayage. Il n'y a pas de bennes amovibles pour accueillir les déchets issus des opérations de tri.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Admission et tri des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2000, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, document rempli par le producteur de déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] 9.3.1 : Toute livraison de déchets doit faire l'objet de l'établissement préalable d'un document rempli par le producteur de déchets et tous les intermédiaires éventuels entre ce dernier et l'exploitant. Ce document est remis à l'exploitant de la carrière. Ce document indique la provenance, la destination, les quantités et le type de déchets. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas fourni de document rempli par le producteur de déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Aménagement du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2000, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, analyses
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] 9.4.3 : Deux analyses de type B3, C2 et C4a au sens du décret n° 89-03 en date du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine doivent être réalisées, par l'exploitant et à ses frais, sur les eaux des piézomètres avant tout début de réception et déchets puis deux fois par an, aux mois de mai et de novembre. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni les rapports de contrôle des eaux souterraines de novembre 2021 et juin 2022. Les paramètres physico-chimiques ont relativement peu évolué entre les mesures de 2016 et 2022. La valeur en carbone organique total au niveau du piézomètre PZ3, à l'aval de l'installation, est très supérieure à la valeur mesurée dans les 2 autres piézomètres. Il est demandé à l'exploitant de fournir une interprétation de ces données et de leur évolution.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Entreposage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2000, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entreposage par tranches
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] 9.5.2 : Les déchets, éventuellement après une opération de tri sélectif sont entreposés, par l'exploitant ou sous son contrôle, par tranches : les déchets issus des chantiers de travaux publics sont situés en fond de fouille, les déchets issus des chantiers du bâtiment sont déposés hors d'eau en superposition des déchets de travaux publics. [...]
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection il a été constaté que les déchets ne sont pas entreposés en tranches. Des déchets de chantiers du bâtiment sont en fond de fouille et non pas hors d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 14 : Localisation des stockages de déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2000, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, plan précis du site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] 9.5.3 : L'exploitant établit et tient à jour un plan précis du site qui doit permettre de localiser chacun des stockages de déchets afin d'en conserver la mémoire. Ceux-ci sont également repérés topographiquement sur le site. Ce plan du site doit indiquer pour chaque stockage l'origine et le tonnage des déchets ainsi que les dimensions, la localisation et les dates d'exploitation de ces stockages. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas de plan précis localisant les différents stockages de déchets. Ces stockages ne sont pas repérés topographiquement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois